

Initiatives ministérielles

non assorties d'une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers. Ce sont des réductions bien réelles, quoi qu'en dise le député d'en face.

Durant la première année, nous allons réduire les dépenses de 3,9 milliards de dollars. L'année suivante, en 1996-1997, nous les réduirons de 5,9 milliards de dollars, et durant la troisième année du plan, elles baisseront de 7,2 milliards de dollars. Il s'agit d'une diminution de près de 19 p. 100 sur trois ans. C'est là la plus importante réduction des dépenses gouvernementales depuis la démobilisation après la Seconde Guerre mondiale.

En établissant son budget, le ministre a fait deux choses très importantes. Premièrement, il a fait des estimations très prudentes de la croissance et des taux d'intérêt. Il a en effet prévu une croissance inférieure à la moyenne suggérée par le secteur privé. Pour les taux d'intérêt à court et à long terme, ses projections sont par contre plus élevées que celles du secteur privé. Il a prévu un coussin pour établir un budget responsable.

Il a également prévu une réserve pour éventualités pour les deux prochaines années: une réserve de 2,5 milliards de dollars pour la première, et une autre de 3 milliards de dollars pour la deuxième. Il a pris un engagement que j'estime important: s'il n'a pas besoin de ces réserves pour éventualités pour atteindre les objectifs de réduction du déficit, il les utilisera pour réduire davantage la dette.

Pour établir son budget, le ministre a procédé comme on le fait quand on prépare son budget personnel ou celui d'une petite entreprise. Il a pris connaissance de la situation, il a établi un plan sensé sur une période raisonnable, il a prévu des réserves pour éventualités et il a produit un plan solide et réaliste.

Le ministre a assumé ses responsabilités sur le plan non seulement budgétaire, mais aussi social. Même si les programmes sociaux vont subir quelques compressions, il est important de se rappeler que, lorsque ce budget sera pleinement mis en oeuvre, en tant que gouvernement, nous consacrerons plus de 50 milliards de dollars au filet de sécurité sociale pour protéger les hommes, les femmes et les enfants du pays. C'est un principe libéral important que le ministre comprend, et je suis fier d'être membre d'un gouvernement qui souscrit à ce principe.

Ce budget est juste et équitable, car il demande à toutes les couches de la société de faire leur part. Il n'est pas question qu'un groupe donné supporte un fardeau trop lourd ni que quiconque soit épargné. C'est pourquoi le budget touche un large éventail de secteurs.

• (1325)

On demande aux grosses sociétés de verser davantage d'impôt et d'accepter une baisse des subventions aux entreprises.

Le gouvernement fédéral met de l'ordre dans ses affaires en premier lieu. Il va réduire ses dépenses de 19 p. 100. Il s'agit de la compression la plus importante.

Les particuliers doivent également jouer leur rôle. On n'accroîtra pas leur impôt sur le revenu et on n'imposera pas leurs REER ni leurs régimes de soins dentaires ou de santé, mais ils subiront une faible augmentation de la taxe sur l'essence.

Le ministre a demandé également un effort aux provinces. Elles doivent accepter des compressions de 4,4 p. 100, ce qui est à peine la moitié de celles que le gouvernement fédéral s'impose à lui-même. Je pense que c'est important. Il est tout à fait ridicule que des premiers ministres provinciaux laissent entendre que, en tant que gouvernement, nous devrions les exempter totalement de toute participation à cet exercice de réduction du déficit.

Enfin, à titre de membres du comité des finances qui a effectué des travaux prébudgétaires, contrairement à ce que mon vis-à-vis a laissé entendre, nous avons respecté les trois principes qui sont ressortis de ces réunions de comité. Premièrement, il fallait surtout réduire les dépenses, plutôt que d'augmenter les impôts. C'est ce que nous avons fait, puisque chaque dollar d'augmentation des recettes s'accompagne de 7 \$ de réduction des dépenses. Deuxièmement, nous devions, en premier lieu, mettre de l'ordre dans nos propres affaires. Nous avons donc réduit nos dépenses de 19 p. 100, ce qui représente 29 milliards de dollars sur trois ans. Nous avons été justes et équitables en faisant en sorte que toutes les couches de la société fassent leur part.

En conclusion, permettez-moi de dire sans équivoque que je souscris à ce budget. J'appuie le ministre des Finances et le gouvernement. Nous avons atteint le double objectif de la responsabilité financière et sociale et je suis fier des réalisations du ministre.

[Français]

Mme Pauline Picard (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de commenter le Budget déposé par le ministre des Finances, lundi dernier. Au-delà de la rhétorique et des beaux discours, un examen à froid de ce Budget nous livre toute la portée et les conséquences quant à l'incapacité du système fédéral actuel à se réformer et à répondre adéquatement aux aspirations des Québécois et des Canadiens.

Deux épithètes ont récemment servi à l'auteur Jean-François Lisée pour titrer deux de ses ouvrages: tricheur et naufrageur. Je les lui emprunterai pour analyser les dessous du Budget du ministre des Finances, les faces cachées du discours condescendant qui ne franchit pas le cap de la vérité sur ses véritables enjeux.

Premièrement, ce Budget est tricheur envers la population canadienne, lorsqu'on laisse entendre qu'il est dur envers tout le monde. C'est faux. Il s'attaque aux plus démunis de notre société qui feront les frais des coupures les plus importantes et laisse dormir en paix les grandes corporations et les banques qui, dans